

L'invention des beaux quartiers à Mexico

Dominique Mathieu *

Lorsque Durkheim défendait la thèse selon laquelle la division du travail produit de la solidarité "... non seulement parce qu'elle fait de chaque individu un échangiste, comme disent les économistes; [mais surtout parce qu'elle] crée entre les hommes tout un système de droits et de devoirs qui les lie les uns aux autres d'une manière durable ...", il attribuait cette progression de la division du travail à la disparition de la structure segmentaire de la société. Par structure segmentaire, il entendait un système social alvéolaire où chaque unité ou "individualité" est séparée des autres par des cloisons délimitant des "vides moraux". Lorsque les cloisons deviennent plus perméables, les segments sociaux perdent de leur individualité, les vides se comblerent et les rapports sociaux se multiplient; l'on a alors une densification dynamique ou morale *i.e.* un accroissement des interactions entre les individus. Il associait cependant cette densification morale ou dynamique à trois causes essentielles, très liées entre elles puisqu'elles ont pour conséquence de diminuer les distances entre les individus, favorisant les interactions et la densification "morale": 1) la concentration croissante des populations; 2) la formation des villes qui, selon lui, n'apparaissent pas tant que l'organisation sociale est essentiellement segmentaire et 3) le nombre et la rapidité des voies de communication et de transmission.

Si ces phénomènes de densité et d'interactions possibles ont souvent été décrits comme étant le principe même de la "civilisation", sans que soit clairement élucidée cette relation mécaniste, ce déterminisme de l'espace, des métriques, de la proximité, c'est plutôt sur la structure de la société urbaine que j'aimerais revenir ici, et plus particulièrement sur son aspect fragmentaire (pour ne pas dire segmentaire) et sur "l'intérêt" que les groupes sociaux peuvent trouver à cette fragmentation des territoires métropolitains. Cet "intérêt" peut bien entendu paraître très relatif¹ pour les plus pauvres habitant les quartiers les moins équipés et, dans ce cas, l'on serait tenté de dire que nous avons affaire à un non-choix, à une relégation... Mais c'est précisément cette soi-disant relation entre la ville, les "échanges", la solidarité que je voudrais questionner.

Dans cet article, je tâcherai de préciser dans un premier temps l'intérêt d'une étude des relations des groupes dominants au territoire métropolitain, avant de retracer rapidement les grandes étapes de leur isolement progressif à Mexico. Enfin, je

* Chercheur CNRS.
dmathieu@univ-tlse2.fr

1 L'on sait cependant, pour prendre cet exemple, que les "profits" d'installation en bidonvilles plus ou moins irréguliers dans les métropoles du Tiers Monde sont nombreux: solidarité du groupe, meilleure assurance que procure la fréquentation du même milieu social, le quartier comme adjuvant au petit entrepreneuriat informel, accès à la propriété avec des coûts étalés dans le temps -voir sur ces questions: L. Ben Amor et D. Mathieu, 1991; D. Mathieu, 1995.

proposerai quelques pistes d'analyse de ce que l'on pourrait appeler un "capital territorial" en application au groupe qui nous intéresse ici.

Élites, exclusion, ségrégation

Diverses zones d'ombre me paraissent devoir être abordées lorsque l'on veut analyser la fragmentation sociale des métropoles actuelles. Parmi celles-ci, citons le manque de recherches sur les quartiers riches, probablement lié à la mise en œuvre d'approches empruntant aux études urbaines nord-américaines classiques, qui étudient d'un même mouvement fragmentation et enclave, ethnicité, populations défavorisées regroupées... Il n'est qu'à comparer les bibliographies d'études plus ou moins monographiques menées sur les quartiers les plus riches aux bibliographies produites sur les quartiers pauvres ou moyens, voire même sur les centre-villes, pour s'apercevoir qu'elles sont presque inexistantes, ce qui appelle immédiatement à s'interroger. Sans doute ce phénomène trouve-t-il une explication partielle dans le pilotage politique de la recherche scientifique, par le biais des affectations de crédits et de postes, dont la distribution se fait surtout dans une perspective de mobilisation du potentiel de recherche autour de ce que le politique (rebaptisé trop vite et pudiquement *demande sociale*) définit comme "grands problèmes" du moment. Il n'est qu'à recenser les thématiques successivement "à la mode", dans les études urbaines par exemple (qui ne se recoupent d'ailleurs pas exactement d'un pays à l'autre, à l'inverse de la tendance à la "mondialisation" des thèmes en d'autres disciplines): les immigrants et la ville, les pauvres dans la ville et les établissements irréguliers, les mouvements urbains, le pouvoir local (et notamment comment accompagner le changement ou les résistances au changement), les quartiers à problèmes, la violence urbaine, le développement urbain durable, pour ne citer que quelques thématiques-étapes, pour avoir une bonne idée du poids de cette demande. Ainsi, comme le savent pertinemment nombre de collègues mexicains, il est bien plus aisé de trouver des financements auprès des fondations américaines pour un programme de recherche sur les quartiers pauvres que sur les quartiers riches. L'on comprendra sans effort que l'État, ou telle ou telle fondation

philanthropique, donne la priorité à l'analyse des classes "dangereuses", ou à celle de conflits potentiels identifiés comme tels (en leur reconnaissant d'ailleurs une préoccupation d'incitation à la production de connaissances sur les "grands problèmes"). Toutefois, l'on est en droit de se demander si ces thématiques, dictées par une demande sociale (politique), permettent de comprendre les mécanismes de production et de reproduction des "problèmes" surgis de la commandite. Ou, dit autrement, le chercheur fait-il honnêtement son travail en répondant un peu trop facilement à ces demandes, tout en soulageant par ailleurs une mauvaise conscience diffuse quant à son utilité sociale? Je défendrai ici l'idée que les thématiques urbaines citées plus haut, analysées comme tranches du social et de l'urbain, sont incapables de rendre compte des réalités qu'elles tentent d'appréhender. Seule l'analyse globale de la société urbaine en ses diverses composantes permettrait d'analyser les soi-disant "problèmes sociaux" identifiés. En avançant cela, je suis bien conscient que l'analyse ou la description des quartiers exclusifs, du mode de vie ou de reproduction des classes dominantes ne propose pas davantage cette analyse globale mettant en rapport les "relations" entre les différentes parties de la société urbaine, et notamment les structures segmentaires ou fragmentaires, les solidarités, etc.

Une seconde zone d'ombre me paraît être le postulat, implicite et partagé par pratiquement tous les spécialistes de la question de la ségrégation, selon lequel nous aurions d'un côté la spécialisation sociale des territoires qui, pour schématiser, serait synonyme d'affaiblissement des liens sociaux entre les différents groupes, et de difficultés croissantes dans la gestion des biens collectifs et notamment si l'on veut préserver peu ou prou l'accès, le moins inégalitaire possible, aux différents services pour les différents groupes sociaux; de l'autre, une mixité sociale territorialisée qui serait la panacée à une multitude de problèmes. Sans vouloir porter de jugement hâtif sur la question, disons simplement qu'il s'agit là d'une position de principe probablement "généreuse" mais qui mérite une analyse plus approfondie. Car l'on sait par ailleurs que la proximité territoriale de groupes sociaux différents peut être source de tensions, de conflits et, probablement plus grave encore, d'affaiblissement ou de décomposition de la cohérence de la culture dominée. Cet affaiblissement peut prendre des dimensions non exclusivement symboliques et engendrer des pertes bien réelles pour le groupe dominé. Au contraire,

l'on admet généralement que l'homogénéité sociale territorialisée peut renforcer l'éthique d'un groupe, favoriser les échanges, les interactions et l'entraide (voir le cas des quartiers d'immigrés récents, qui jouent le rôle de porte d'entrée acculturatrice, ou encore la territorialisation de "cultures déterritorialisées" comme celles construites autour de l'homosexualité, etc.). Aussi faudrait-il être très prudent me semble-t-il à l'analyse, et ne pas devancer l'attente des politiques, très "friands" de solutions territorialisées aux "grands problèmes de société", probablement plus simples à mettre en œuvre qu'une politique économique et sociale qui viserait à réduire véritablement les écarts (économiques, mais aussi scolaires, culturels, sociaux) entre les différents groupes sociaux et donc, l'hétérogénéité territoriale et les "besoins" de stratégies de différenciation des différents groupes sociaux.

Enfin, l'étude de la solidarité entre les différents fragments de la métropole est la dernière zone d'ombre à appeler l'attention. Si, d'après Durkheim, la disparition de la société fragmentaire était la condition *sine qua non* pour produire de la solidarité (une sorte d'entente mécanique et obligatoire), qu'en est-il de la société métropolitaine fragmentée qui constitue une "coquille" de gestion des rapports sociaux relativement rationnelle et en rapide expansion?

La question me paraît d'autant plus importante qu'un nombre grandissant de voix se prononcent sur l'opportunité d'élargir les prérogatives politiques des gouvernements locaux, que ce soit à droite, suivant en cela les traces des politiques d'effacement de l'État central Thatcher/ Reagan du *New Federalism* ou à gauche, sous l'impulsion de nouveaux cadres et clercs. La question plus fondamentale, me paraît-il, de l'organisation des solidarités à ces échelons semble jusqu'à présent pouvoir être tue ou ignorée. Or, si l'on ne peut être que d'accord sur le fait qu'un monde social non différencié ne réclame pas la constitution de solidarités, il ne suffit pas que celui-là le soit pour que celles-ci se constituent. De fait, l'on sait depuis longtemps que la construction de solidarités, visant à réduire les inégalités, réellement efficaces, passe par la mise en place d'instruments tels que l'impôt progressif, les transferts économiques, l'établissement de taux progressifs de charges sociales, etc.

Ainsi donc, une simple description du phénomène de la fragmentation sociale des grandes métropoles ne saurait constituer une analyse.

Celle-ci appelle également à l'étude de la différenciation sociale, c'est à dire de la production et reproduction des différents groupes sociaux, mais aussi de la résolution politique des conflits entre les différents groupes présents à l'intérieur d'une société nationale, ce qui renvoie au développement par la société de mécanismes de solidarité, également appelés... intégration politique. Pour ce faire, le chercheur devrait quitter le terrain proprement urbain pour repérer les logiques sociales et économiques qui, seules, permettraient d'expliquer la fragmentation métropolitaine, tout en tentant de rendre compte du rôle que joue le territoire dans ces processus.

Pour toutes ces raisons, aborder le thème de la ségrégation urbaine ne saurait se résumer à la construction d'indices (économiques, sociaux ou raciaux...) de ségrégation, mais son analyse doit aussi passer par une étude des types de résolution des conflits entre les différents groupes sociaux d'une société urbaine et, si l'on veut donner une "pesanteur" à la notion de territoire, de l'apport culturel et social de l'entre soi; soit en quoi le territoire contribue-t-il à la fois à la définition des groupes sociaux et à la reproduction des processus de domination.

Sur la question des élites proprement dites, et sans revenir sur les querelles disciplinaires de terminologie, j'aimerais avant toute chose rappeler que l'étude des élites constitue depuis longtemps un thème privilégié en histoire, sociologie politique, et surtout en sciences politiques. Il s'est longtemps agi de descriptions des individus et familles de l'élite, présentations de grands destins individuels, histoires de héros et chefs censées faciliter l'identification à un destin national. Ce n'est que tardivement que l'on s'est intéressé au groupe social qui domine par le contrôle de différents capitaux (influence, richesse, pouvoir politique, économique, intellectuel, "moral"...) en tant que groupe, au moment où sont elles-mêmes apparues les classes populaires ou les classes moyennes comme objets-sujets et où leurs relations avec les classes dominantes rendent celles-ci obligatoirement visibles. L'Histoire en effet, qui cherchait à expliquer les phénomènes révolutionnaires, les mutations qui permirent le passage des sociétés divisées en États d'ancien régime aux sociétés de notables du XIX^e siècle et finalement aux démocraties, a dû se pencher sur les phénomènes de domination, de dépendance populaire, etc. Ce faisant apparut l'idée d'une forte imbrication des différentes élites: économiques, politiques, militaires, religieuses, etc. rassemblées

en une classe dominante, capable de dicter attitudes et rôles aux classes dominées dans une relation de domination qui demandait à être analysée. Ainsi, en quelque sorte, en passant de l'exaltation ou de la description des qualités des élites à l'étude des relations, notamment de domination, entre les différents groupes sociaux, la cohérence et la cohésion des groupes dominants ont été mises à jour et les processus de cette domination sont devenus des objets d'étude, tout comme les règles de mobilité sociale, les passages possibles d'une catégorie à l'autre, leurs rythmes et leurs volumes.

Au Mexique comme dans d'autres pays, l'étude des élites passe par un examen de leur évolution générale, et des différentes étapes, élargissements ou simples transformations du groupe dominant, qui l'ont marquée. De manière très succincte, rappelons que, dans la société coloniale mexicaine, les Espagnols (*gachupines*), conquistadors ou nobles, ont progressivement laissé la place, par assimilation, aux *criollos* propriétaires terriens ou de mines. À l'ancienne élite de la noblesse, dont la qualité était juridiquement définie —et placée en nature²— est donc venue se juxtaposer une élite de possédants. Peu ou prou à l'époque des Lumières, cet élargissement s'est fait sur la base d'une redéfinition des critères d'appartenance, la naissance cédant un peu de place à la propriété, caractéristique qui est alors devenue essentielle à la distinction sociale. L'ancien groupe dominant, dont richesses et pouvoirs étaient également liés à la propriété terrienne, n'a donc pas été déplacé; dès lors, l'exclusion est passée de celle des "non-nés", non-héritiers, à celle des non-possédants. Ce phénomène n'est bien entendu pas propre au Mexique et l'on y retrouve les débats du XVIII^e siècle qui cherchaient à définir les compétences, la valeur de chacun, en érigeant la propriété comme critère primordial. La propriété permettait l'instruction, assurait l'adhésion aux lois et à l'ordre établi et les propriétaires devenaient ainsi possesseurs de qualités qui leur permettraient en exclusivité d'être en mesure d'opiner, d'émettre des avis sur les

destinées du pays. Les élites mexicaines ont par la suite été marquées par le passage réussi ou non des familles possédantes à l'industrie et à l'entreprise, ainsi que par le remaniement de leurs frontières pour y faire place, ici comme ailleurs, aux entrepreneurs. Les critères d'appartenance changent à nouveau, pour faire porter l'emphase sur la propriété financière, même si les terres continuent à avoir un poids important. Enfin, les effets de la révolution sur les groupes dominants sont loin d'être négligeables, la politique entrant de plain-pied dans les activités susceptibles d'asseoir une position, et le pouvoir politique devenant un critère accessoire.

Aujourd'hui davantage diversifiés, suivant toujours les évolutions des structures économiques, les groupes dominants mexicains restent relativement liés, au moins symboliquement, à la possession terrienne. Le ranch, lui-même héritier symbolique de l'hacienda, continue à occuper une place centrale dans la construction des attributs de richesse, même si sa possession ne va plus de soi. Pour les résidents actuels des quartiers les plus chics, il fait en effet désormais partie des caractéristiques de la génération antérieure, et l'on se souvient du ranch de son enfance (voire de l'enfance parentale), des longues journées à cheval... et des taureaux familiaux. Car seules les plus grandes fortunes ont réussi à conserver ranchs et taureaux tout au long du XX^e siècle et jusqu'au XXI^e, par l'usage, entre autres, de prête-noms. De fait, pour les autres, et dès les années 1930 et 1940, les maisons secondaires "à la campagne" remplacent le ranch, avec par exemple l'essor d'Acapulco, en des lieux où, plus qu'au ranch, la famille se déplace pour mois et semaines. Les années 1950 voient, elles, ces moins riches investir dans Valle de Bravo, avec maison rustique et voilier, la proximité autorisant les séjours courts, de fins de semaine, et le retour à des pratiques qui font véritablement de la maison secondaire un succédané de ranch familial (*días de campo*, cheval, animaux...).

Enfin, sous la présidence d'Echeverría, les investissements fonciers familiaux sortent des frontières, avec l'acquisition d'appartements aux États-Unis. En dépit de la diversification "naturelle" des lieux de villégiature, ces pratiques restent depuis inchangées, les plus riches accumulant les biens en tous lieux reconnus. Ainsi donc, la Révolution et les réformes agraires ont généralement transformé le rapport à la propriété des groupes dominants, non pas tant celle du logement urbain familial que celle

2 Élite, dans le sens où sa position supérieure dite naturelle, lui permettait également de monopoliser les compétences et savoirs dont la détention était nécessaire au renforcement de leur qualité. Est rejetée dans cette structure toute acquisition des compétences et qualités par le travail, l'argent ou le talent, qui mettent bien en évidence les conditions de la domination, alors même que l'héritage, la naissance, permettaient au contraire de les camoufler et de les rendre plus efficaces.

de la famille élargie; et ce changement a accompagné l'élargissement des critères d'appartenance à l'élite qu'elle a induit.

En effet, ici comme ailleurs, la différenciation sociale est allée en s'accroissant, selon le schéma durkheimien fort classique de la séparation progressive des différentes fonctions à partir d'un état primitif de relative non-division, ce qui s'est bien entendu traduit par la multiplication des groupes sociaux. Ces différentes fonctions auraient donné naissance, rappelons-le, à ce que l'on peut appeler des champs sociaux, qui sont certes partie intégrante du tout social, mais dans lesquels se développent des règles propres de fonctionnement ainsi que des savoirs. Pour qu'une action ait une certaine efficacité dans un champ, il est impératif d'en connaître les règles, et d'en avoir un maximum de maîtrise, ce qui revient à posséder un "capital".

C'est ainsi que l'on s'est aperçu, à l'étude des différents champs, que les acteurs qui les composent sont plus ou moins dotés en capitaux et que l'on a donc pour chaque champ social des élites avec privilèges, droits d'entrée, mécanismes de reproduction et d'exclusion, stratégies, etc. D'une certaine manière donc, chaque champ aurait son groupe dominant, doté d'un "capital". Celui-ci doit être compris comme l'ensemble des ressources, inégalement distribuées et donnant un ascendant social, ou pouvoir, dans chaque champ. La fortune, le capital économique, n'est tout au plus que l'un de ces capitaux, pesant certes le plus. D'autres dimensions définissent l'appartenance aux groupes dominants, et l'on parle fréquemment des dimensions sociale et culturelle, qui possèdent leurs capitaux propres. Cependant, il est une dimension, plus rarement étudiée, qui paraît jouer un rôle important dans la production et reproduction des groupes sociaux et qui appelle à une attention particulière; il s'agit de la dimension territoriale.

Quelques études, essentiellement sur les quartiers populaires, ont effectivement montré comment le territoire constituait en lui-même une ressource. Ainsi, il a par exemple été avancé que les proximités spatiales renforcent une éthique propre aux groupes populaires (d'aucuns diraient une identité culturelle), qui se trouve éventuellement remise en cause et prend des formes atrophiées en présence ou proximité d'autres groupes sociaux. J'ai pour ma part montré ailleurs comment la conquête d'un territoire (la municipalité de West Hollywood en Californie) permettait aux homosexuels de passer d'un style de vie (ou culture) souterrain à un

style de vie territorialisé, qui non seulement s'affiche, se revendique, mais aussi permet de produire de nouveaux comportements, permettant ainsi de parler d'un véritable atout ou capital territorial. En France, enfin, les travaux de M. et M. Pignon sur la bourgeoisie, par exemple, font une grande place au territoire comme capital, à prendre en compte dans la construction et la reproduction du groupe (le territoire étant là les beaux quartiers). De fait, il ne semble pas tant nécessaire de démontrer qu'il existe quelque chose que l'on pourrait appeler capital territorial, que de mettre à jour sa formation et ses manières d'agir.

Dans le cas de Mexico, en prenant comme point de départ d'une étude empirique sur le groupe dominant un objet préconstruit comme peut l'être le quartier réunissant le plus d'attributs de richesse (par exemple l'ensemble constitué par Polanco, Lomas de Chapultepec, Bosques de las Lomas etc.), l'on s'aperçoit des dangers d'une telle approche, ne serait-ce que parce qu'elle se bâtit fréquemment sur le présupposé que "tout ce qui compte" à Mexico y vit, présupposé directement issu des perceptions mêmes des résidents. Cependant, ce n'est qu'en partant du lieu constitué que l'on peut aborder sérieusement la notion de capital territorial, et son rôle. Malgré ses dangers (tout autre critère de définition des groupes dominants en possédant également), cette approche met remarquablement en lumière la diversité même du groupe dominant, ou plutôt, des groupes dominant chacun des champs.

C'est ainsi que l'on retrouvera dans les quartiers riches de Mexico, et sans mentionner la distinction entre les "politiques" et la "vraie bonne société", ainsi qu'ils se définissent eux-mêmes, aussi bien l'architecte, le professeur du Colegio de México, reconnu et dominants dans leurs champs respectifs, que l'homme d'affaire, le général et l'ex-ministre...

L'étude de la territorialité a pendant longtemps été celle d'une nécessité supposée pour les différents groupes humains d'établir une forme de contrôle ou d'exclusivité sur une aire donnée. Le besoin de sécurité en était un corollaire, et ce thème conserve une place importante, que ce soit en géopolitique, avec les conflits de frontières, ou en sociologie urbaine et ses thèmes de violence urbaine, bandes territorialisées, etc. Cependant, pour l'analyse d'un capital territorial, nous devrions repartir de l'étude de la ségrégation, de l'exclusion. De façon schématique, l'on peut en effet dire que les écarts de possession des divers capitaux

caractérisant les différents groupes sociaux crée une distance sociale, proportionnellement inverse de l'interaction sociale. C'est dire que l'on ne peut prétendre atteindre une plus grande interaction sociale entre les divers groupes sociaux par la mixité résidentielle ou par la proximité territoriale. Pour que cette interaction ait lieu, il faudrait d'abord diminuer la différence sociale.

La question de savoir *a contrario* en quoi est utile la proximité territoriale de proches sociaux reste néanmoins posée. C'est la question du rapport entre l'identité sociale et l'inscription territoriale.

Nous disposons de quelques études sur ce thème, qui coïncident sur l'importance et l'intérêt de partager un territoire avec des groupes sociaux qui ont en commun des valeurs, ou un "style de vie", c'est-à-dire une proximité sociale. Cet intérêt va du loisir partagé (du football, basket, fronton de rue au bridge de salon) à une commune vision de la "bonne" manière d'élever les enfants.

La proximité sociale permet à la fois l'échange de services et le renforcement de l'éthique du groupe social, de la culture du groupe (*e.i.* la conquête de territoires homosexuels permettant une affirmation d'un ensemble culturel basé sur une préférence sexuelle).

L'on peut donc de manière très générale dire que la proximité territoriale de proches sociaux permet de reproduire l'identité du groupe, alors qu'une dissolution dans le territoire d'un groupe social homogène, une mixité, produirait un appauvrissement de cette identité, si ce n'est des conflits avec les autres groupes sociaux.

Il faudrait aussi ajouter à ces facteurs d'identité que, dans les pays où il n'y a pas d'idéal républicain égalitaire et universaliste mais un traitement différencié des groupes sociaux, comme aux États-Unis, où la notion de communauté a été fonctionnalisée, instrumentalisée, la ségrégation, c'est-à-dire l'homogénéité résidentielle des groupes sociaux, représente fréquemment une meilleure et plus grande faculté de contrôle social, une politique ou administration locales plus simples, dans la mesure où l'intérêt particulier des différents groupes sociaux devient localement l'intérêt général.

Si l'on reprend l'exemple d'une "ville" majoritairement homosexuelle, tout le budget peut être utilisé pour couvrir les "besoins" de ce groupe et non pas à construire des écoles dès lors qu'il n'y a pas d'enfant; de façon similaire, le terrain de golf n'est pas un équipement que l'on trouvera prioritairement dans les municipalités ouvrières...

Aux origines de la fragmentation

Mais, si la séparation des groupes sociaux suggérée par Durkheim est depuis longtemps avérée, elle n'est pas pour autant une loi universelle; l'analyse de cette séparation sur le plan territorial doit donc impérativement rendre compte des processus ayant abouti à cette distanciation physique, même brièvement, car l'évolution historique met en général très clairement en évidence le "moment" social de ladite séparation... Dans le cas du Mexique, la conquête impliquait bien entendu une séparation de départ entre colons et populations conquises. Ainsi, dans la ville espagnole qui est reconstruite sur les ruines de Tenochtitlan conquise a été tracée une trame urbaine précise, où ne vivaient que les Espagnols. Cette ville exclusive ne comprenait initialement que 13 pâtés de maisons, la population indienne étant restée quant à elle hors trame, ségréguée en quelque sorte hors ville et conservant une forme d'auto-gouvernement jusqu'à l'édification d'une administration paroissiale, organisation toute classique des villes colonisées européennes dès l'époque médiévale. Sur une carte datée de 1550, cette trame paraît par ailleurs clairement reprendre le tracé préhispanique et les axes cardinaux: plus la proximité au centre est grande, plus les terrains concédés aux *conquistadores* sont étendus et plus elle est faible, plus ils rapetissent, tout comme d'ailleurs les constructions qui y sont édifiées.

Rappelons que la société coloniale qui s'est alors organisée était profondément marquée par le contrôle de la position des individus dans tous ses aspects: naissance –Espagnols, Indiens, castes ou bien nobles et plébéiens–, appartenances corporatives et espace urbain assigné déterminaient ensemble la position, le lieu occupé par l'individu dans la société de Nouvelle Espagne. La distribution de l'espace urbain était ainsi réglementée par des lois spécifiques. C'est le cas notamment des métiers, regroupés ici comme ailleurs (l'effet étant probablement redoublé par l'héritage de structures socio-spatiales aztèques) en spécialisation par rue (pour les contrôler, cas des orfèvres, ou pour faciliter l'accès à des matériaux nécessaires à la production –eau pour teintureriers et tanneries, etc., González Angulo, 1978). C'est aussi le cas des ordres religieux, qui bénéficiaient par privilège d'un espace réservé à la rente autour de leurs couvents, pour donations et collecte d'aumônes (Sonia Lombardo, 1987), ce qui amena à la création

d'espaces de logement en quelque sorte socialement indivis. Selon cet auteur, en effet:

... le logement urbain correspondait à la hiérarchie sociale de ses habitants. Les maisons seigneuriales de la noblesse de la Nouvelle Espagne, minière, commerciale ou propriétaires terriens, étaient établies sur les voies d'accès principales, telles que Tacuba, Plateros, du Rastro, de la Moneda, de la Aduana et del Reloj, ou sur quelques places comme celles de Santo Domingo, del Factor, de Guardiola et de San Miguel. On y trouvait le maréchal de Castille, les comtes du Valle de Orizaba et de Moctezuma, les marquis de San Miguel de Aguayo et de Villar del Águila, entre autres.

Par ailleurs,

... le type de logement collectif connu sous le nom de *vecindad*, qui remonte au XVII^e siècle, se diffusa rapidement et représenta une source de revenus importante pour les couvents, qui les louaient. C'était des ensembles de logements distribués autour d'un ou plusieurs patios, en général sur deux étages, et qu'occupaient des familles de statuts sociaux divers. Donnant sur la rue depuis l'étage supérieur se trouvait le logement principal, le plus prestigieux, les logements donnant sur les patios étant plus petits ou constitués de simples pièces pour les familles de faibles revenus; enfin, en pas de porte, au rez-de-chaussée, se trouvaient ce que l'on appelait les *accesorias*, c'est-à-dire les ateliers ou commerces avec vente au détail, qui servaient également de logement ... (Sonia Lombardo).

Or, pendant tout le XVII^e siècle et une partie du XVIII^e siècle, les personnels administratifs, les bureaucraties de la vice-royauté (civile, militaire ou ecclésiastique), qui ont connu une importante augmentation de leurs effectifs, étaient logés dans des immeubles de fonction, proches des logements collectifs. Avec pour conséquence le fait que chaque quartier possédait son noyau propre, ce qui contribua grandement à maintenir une faible ségrégation résidentielle, dès lors même que la société coloniale était, elle, très nettement divisée en états et corporations; et dans les espaces publics de quartiers se côtoyaient les différents groupes.

Cette relative indivision survécut longtemps, malgré les profondes transformations que connût la ville dès la première moitié du XVIII^e, durant laquelle la quasi-totalité des édifices publics furent reconstruits et rehaussés sur plusieurs étages, la

mode baroque intervenant là aussi en arrondissant lignes et formes. Les réformes bourbonniennes du siècle apportèrent à la fois prospérité et idées neuves, et les modes françaises furent fréquemment adoptées par la société créole; la richesse accumulée par les créoles grâce à l'exploitation des mines ou de la canne à sucre permit des dépenses somptuaires en matière architecturale, constructions de palais, de lieux de culte, etc. (C. Bataillon et H. Rivière d'Arc, 1979). Mais la politique de réformes n'était pas exempte de contradictions. Le nouvel intérêt politique prenant en considération le bien public ne s'accompagnait pas d'une plus grande liberté politique, aux sens à la fois large et restreint et les Lumières firent leur chemin dans la société en cohabitant aisément avec absolutisme et structure de caste; les élites étaient toutefois en grande partie "mondialisées" dans leurs pratiques culturelles et lisaient ici aussi Montesquieu, Voltaire, Rousseau, etc. en fréquentant salons et clubs de pensée et de lecture. À la fin de la Colonie, la ville de Mexico portait quelques marques de ces transformations: si la morphologie des rues centrales n'avait pratiquement pas changé, quelques rues avaient été rénovées en boulevards à la française bordés d'arbres et entrecoupés de places. Ici, comme ailleurs, cette nouvelle architecture s'est accompagnée d'une tendance à la mise en scène du pouvoir central, notamment par la célébration d'événements royaux sur la place centrale (Plaza Mayor, qui devint le Zócalo).

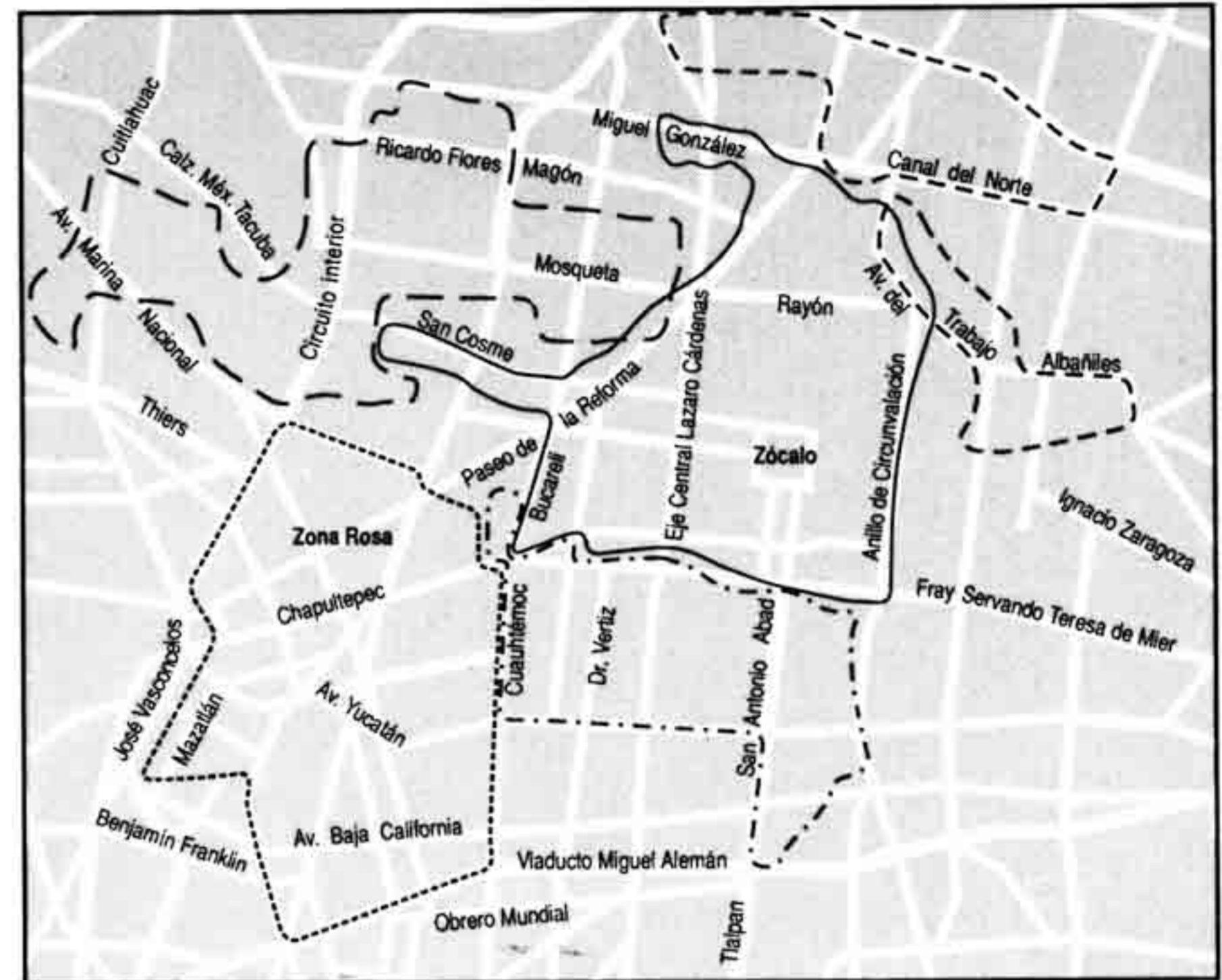
Progressivement, la tendance à la ségrégation se fit plus forte, notamment par la concentration des plus belles demeures, des principaux commerces et de la plus grande densité d'ouvrages publics au centre, avec pour conséquence la montée des prix du foncier. Elle se reflétait d'ailleurs dans la classification fiscale, qui distinguait le centre, dit "zone de première classe", des zones de commerce de deuxième et troisième classes qui l'entouraient, et où vivaient dans des maisons de rapport (*vecindades*) les artisans, métis pour la plupart. L'on trouvait enfin, en périphérie, les terrains les plus dédaignés, moins bien dotés en services et construits avec des matériaux de moindre qualité. Y vivaient les ouvriers ou manutentionnaires, maçons, porteurs d'eau... qui étaient Indiens ou faisaient partie des castes. Cette évolution fut figée par le processus d'indépendance, la ville conservant taille et tracé jusqu'au milieu du XIX^e siècle, la période suivant immédiatement étant au contraire marquée de grands changements. La fin des privilèges de l'Église, les réformes libérales, la vente des terrains ou édifices que

possédait l'administration urbaine transformèrent non seulement la ville mais aussi, d'une certaine façon, la société urbaine; c'est à cette époque que les classes aisées commencèrent à quitter le vieux centre.

Plusieurs facteurs concoururent à ces transformations et en premier lieu, très probablement, les conséquences des lois dites de colonisation (qui laissèrent leur nom de *colonias* aux quartiers au Mexique). Mais c'est surtout, à partir de la présidence de Benito Juárez que furent promulgués des décrets (1861) visant à attirer les immigrants fortunés et leurs investissements. Ces décrets prévoyaient des exonérations d'impôts, et des exonérations de droits de douane sur les importations de marchandises destinées à la production ou au fonctionnement des nouveaux quartiers. Les premières *colonias* datent donc de cette période et les nouveaux lotissements se firent d'abord à l'ouest (les promoteurs les plus importants furent Francisco Somera, les frères Flores; voir Jiménez Muñoz, 1993). L'ouverture, par l'Empereur Maximilien d'Autriche (1863-1867) du Paseo de la Reforma qui relie le centre ville à la colline de Chapultepec où il se fit construire un palais, fut une autre décision d'urbanisme lourde de conséquences, puisque cet axe devint vite celui du quartier aristocratique.

Quoi qu'il en soit, et que ce soit au fur et à mesure de la dégradation des quartiers du centre progressivement laissés aux classes populaires grandissantes ou du fait de l'abandon par les classes dominantes parties s'installer dans les nouveaux quartiers de l'ouest et du nord-ouest (selon les perspectives adoptées...), l'époque signalait la fin du quartier organisé autour de l'église et qui regroupait toute la société urbaine. Par la suite, l'apparition de lotissements homogènes de demeures accompagna celle des premiers trains, à mules, puis à moteur électrique. Ceux-ci desservaient les axes principaux de petits bourgs de l'ouest de la vallée (Tacuba, Tacubaya, San Ángel), où les familles riches commençaient à s'installer dans des villas ou à établir des maisons de campagne. (Bataillon et Rivière d'Arc, 1979).

La croissance urbaine que connaît Mexico au XX^e siècle est d'une toute autre nature et va de pair avec la nouvelle croissance démographique. L'État y joue un rôle non négligeable, et ce dès l'ère porfirienne, notamment dans les transports, l'énergie ou encore la concentration des moyens financiers. Le réseau de transport, centré sur Mexico, par exemple, renforça l'activité commerciale, consolidant encore de cette façon son rôle de capitale. L'industrialisation



--- Classes ouvrières
 - - - Classes moyennes ou moyennes hautes
 - - - - Classes populaires
 Classes supérieures

Sources: Carte élaborée à partir de différentes sources historiques et cartographiques, dont *Atlas de la Ciudad de México*, DDF y El Colegio de México, Mexico, 1987.

de la ville vint bien entendu redoubler ces effets, d'abord sous l'impulsion des investissements étrangers pendant le Porfiriato, puis, après la Révolution, avec la reconversion du capital des propriétaires terriens affectés par la réforme agraire. Sans trop insister sur ces profondes transformations économiques, soulignons cependant que si la croissance physique de la ville a été proportionnelle à sa croissance démographique, les quartiers riches occupent proportionnellement beaucoup plus d'espace que les quartiers pauvres.

Territoires des élites:

Vers une définition du capital territorial

Il était important de montrer que ce n'est que peu à peu que la distance sociale entre dominants et dominés s'est doublée d'une séparation territoriale. J'aimerais à présent simplement lancer quelques pistes pour tâcher de qualifier le capital territorial et comprendre un peu le pourquoi de territoires à part pour gens se plaçant à part.

Comme nous l'avons vu, le groupe dominant considéré n'est pas l'élite politique, qu'étudient les politologues, ce n'est pas non plus les 500, 300 ou 100 plus riches (entrepreneurs) du pays recensés

par les médias économiques. Il s'agit bien plutôt d'un groupe composite, plus ou moins dominant, dans chacun des champs sociaux, où l'on retrouve à la fois les anciennes fortunes, les industriels et entrepreneurs, mais aussi des professions libérales (médecins, architectes, avocats...), artistes, militaires, professeurs du supérieur, hommes politiques... Et, d'une certaine manière, les quartiers des groupes dominants synthétisent cette variété de positions dans l'espace des positions sociales. Choisir d'étudier un quartier, c'est choisir de privilégier la position territoriale au détriment de la position sociale, qui permettrait quant à elle de mieux cerner les différentes stratégies résidentielles du groupe dominant. Toutefois, "l'entrée" territoriale permet d'appréhender d'autres types de mécanismes et notamment de définir le territoire (ou le quartier) comme un lieu où se sont sédimentés des biens matériels ou immatériels (le quartier comme ressource, des services spécifiques, une identité, le quartier comme filtre, etc.).

L'entrée territoriale est donc intéressante à plus d'un titre, malgré ses limites et notamment celle d'offrir un objet de recherche préconstruit, donné, sur lequel nous n'intervenons pas. Elle permet de s'intéresser aux propriétés du territoire ainsi qu'aux propriétés sociales des groupes qui le composent d'une part, mais aussi à la manière dont celles-ci vont en retour affecter celles-là et vice-versa.

Ces territoires, quels seraient-ils, comment se distinguent-ils?

Territoires à part

Les statistiques dont nous disposons, toujours difficilement utilisables, ne permettent pas d'analyser précisément la répartition des groupes socio-professionnels, outil usuel de mesure de la ségrégation. Toutefois, si l'on cherche un aperçu chiffré de la ségrégation et de l'existence d'enclaves chics, le recours aux meilleures données produites par le recensement, c'est-à-dire celles du plus fin niveau territorial et à la cartographie automatique, peuvent donner une image rapide et assez fidèle de l'espace résidentiel des groupes dominants.

En effet les données statistiques, quel que soit le type d'information retenue (simple ou construction d'indice composite), regroupées et présentées en de

trop grandes unités urbaines ne permettent pas d'identifier les enclaves mentionnées. La carte par exemple, présentant la stratification socio-spatiale par arrondissements et municipalités conurbées,³ autorise tout au plus à dire qu'il y a une opposition est-ouest, mais induirait plutôt en erreur quant à la localisation des beaux quartiers, en faisant ressortir le centre et sa périphérie immédiate, délaissés de fait par la plupart des familles riches, tout ne rendant pas visibles les quartiers chics du sud ou du sud-ouest ainsi que ceux des communes de la banlieue ouest. L'agrégat statistique retenu pour publication par la statistique nationale (INEGI), le plus utilisé dans la production de la cartographie automatique socio-économique (pourcentage de population gagnant plus de 5 salaires minima) ne permet d'ailleurs pas de distinguer véritablement les quartiers des classes moyennes des quartiers des classes supérieures, même si les territoires ainsi dessinés, et à condition de les présenter par petites unités de recensement (AGEBS), donnent une vision beaucoup plus proche de la réalité socio-territoriale de la ville (voir ce qui est probablement le premier exemple de cette cartographie sur l'espace métropolitain de Mexico: A. Dirat, 1995). Seul un travail mixte, associant enquête de terrain et restitution du maximum de l'information du recensement (*e.i.*: chef de famille gagnant plus de 30 salaires minima) semble dans les faits pouvoir donner une image assez proche de la ségrégation à Mexico. Dans la carte d'Alejandro Suárez Pareyón, réalisée à partir d'un travail auquel ont participé plusieurs chercheurs du Centro de la Vivienda y Estudios Urbanos, l'intention est de montrer le "type de logement".

L'indice est construit à partir d'informations du recensement et autres sources sur les formes d'occupation du sol, la structure démographique, la densité, etc. ainsi que sur le niveau de revenus des familles par AGEBS. Bien que cherchant à qualifier différents segments du logement, et donc livrant peu d'informations sur la composition sociale de certains quartiers (centre historique, grands ensembles, etc.), la catégorie résidentielle supérieure recoupe remarquablement bien les beaux quartiers de Mexico dans leur plus grande extension, tels qu'on les connaît dans leur pratique. Dans ces zones, selon l'auteur, vivent 264 000 habitants, soit

3 NE: Les deux cartes citées dans cet article peuvent être consultées sur le site web du CEMCA: www.francia.org.mx/cyt/cemca.htm.



Source: Photographie aérienne, Secretaría de Comunicación y Transporte, 20-XII-1996.

1.8% de la population du secteur considéré, dans un peu plus de 59 000 logements (même pourcentage du total). La densité de logement par hectare y est bien entendu la plus basse (43.8 hab/ha et 9.8 log/ha, à comparer avec les 225 et 54 respectivement du centre ville).

En-dehors de la densité, bien d'autres indicateurs rappellent la recherche de l'exclusivité propre à ces quartiers. Les formes architecturales, les équipements urbains (une simple carte des clubs de golf et hippodromes donne une très bonne idée du "territoire dominant" de la ville), les commerces que l'on y retrouve (voir la photo de l'axe de Masaryk du quartier de Polanco): nombreux sont les signes affirmant les goûts et dispositions des classes supérieures mexicaines – tout en constituant très classiquement une mise en scène ostentatoire de puissance – au sens large.

Le cas de l'axe de Masarik est à cet égard intéressant, puisqu'il prend véritablement son essor

pendant les années 1980 (mis à part les restaurants, qui sont antérieurs, préfigurant l'usage exclusif de l'axe), au moment de l'ouverture commerciale du Mexique. À ses débuts, seuls quelques magasins, type supérette moderne s'y installèrent, en y proposant les produits d'importation américaine d'usage quotidien: lessives, *peanut butter*, dentifrice sans sucre; tous produits que les classes supérieures mexicaines, habituées depuis les années 1960 à faire leurs achats plusieurs fois par an aux États-Unis, ramenaient autrefois dans leurs valises, jusqu'à l'ouverture commerciale... Ces supérettes ont depuis cédé leur place aux grands noms du commerce de luxe international, alors que les produits d'importation d'usage quotidien sont en vente dans les grands magasins, aux enseignes mexicaines ou internationales. Ce qui fait d'ailleurs dire que dorénavant, "avec l'ouverture commerciale, tu as tout ce que tu veux. Tout, tout, les bas, les chaussures, les vêtements, les aliments, tout...".

Les meilleurs quartiers restent actuellement toujours construits pour les groupes dominants (à l'inverse des classes moyennes qui s'approprient parfois des quartiers préexistants).

Ils peuvent être historiques comme dans le cas des villas de San Ángel, anciennes résidences de campagne, n'avoir que 70 ans, comme les Lomas de Chapultepec, ou être tout récents comme dans le cas des nouvelles extensions encore plus à l'ouest: ils ont tous été édifiés pour les familles fortunées.

Il est habituel de considérer que la valeur du sol dépend d'un certain nombre de facteurs, et notamment de son emplacement en relation avec les biens urbains et qu'une mise en vente à un prix élevé joue un rôle de filtre important. Ceci a probablement été vrai de certains lotissements, dont les prix du terrain se négociaient entre 8 et 12 pesos/m² avant les années 1930 (par exemple dans la Roma Sur ou Los Pinos), alors qu'ils n'atteignaient que 2 ou 3 pesos dans d'autres cas, et ceci sans qu'il y ait de différence d'urbanisation ou de services. Mais, dans le cas de l'établissement de quartiers neufs plus éloignés, produits pour les groupes dominants, la valeur initiale ou intrinsèque du sol était relativement faible; il fallait donc les rendre exclusifs pour en qualifier l'attrait, et les promoteurs eurent recours à divers stratagèmes pour vendre une *lotificación* sur des terrains non convoités, éloignés du centre, et dont on se souvient encore que "personne n'en voulait". Ce fut le cas particulier de Polanco et des Lomas de Chapultepec, devenus depuis les quartiers chics les plus concentrés.

Comme la plupart des quartiers nés à partir de la seconde moitié du XIX^e siècle, lorsque la ville "sort" de la *traza*, l'ensemble que constitue Polanco et les Lomas de Chapultepec est formé par l'achat par un promoteur immobilier (*fraccionador*, le plus souvent constitué en société immobilière) d'anciennes terres agricoles, en général une ancienne grande propriété (*hacienda*) et la revente de parcelles plus ou moins viabilisées. C'est ainsi que le quartier de Chapultepec Heights fut créé dans un premier temps, à la fin des années 1920. Le lotissement fut plus lent que prévu, probablement du fait de l'éloignement du centre et de la concurrence imprévue, peu de temps après, du nouveau lotissement de Polanco. De fait, la compagnie de lotissement Chapultepec Heights fit faillite malgré les facilités de vente (à crédit et à prix cassés) qui furent peu à peu octroyées. Et c'est d'ailleurs l'un des lotisseurs de Chapultepec Polanco (Raúl

Basurto) qui devint le nouvel administrateur du développement de Chapultepec Heights, après sa mise en faillite.

Le quartier de Polanco quant à lui, a été créé en 1938, lorsque les terrains de l'hacienda de los Morales furent lotifiés, en grande partie sous l'impulsion du ce même promoteur, qui avait également lancé avec grand succès le lotissement chic de l'hippodrome Condesa. La qualité des terrains de Polanco (terrains fermes sur *tepetate*, nappe phréatique proche et bien alimentée, etc.), mais aussi et surtout, la plus grande proximité du centre urbain ont converti, dès son lancement, Polanco en nouveau front pionnier urbain chic. Les recettes utilisées pour produire un quartier exclusif étant dès lors éprouvées, l'on reproduisit pour les Lomas et Polanco ce qui avait déjà été fait dans la Condesa: superficies importantes, équipements et services de la plus haute qualité pour l'époque (connexions préalables au réseaux d'eau et d'égout, alimentation électrique enterrée, attention particulière au paysage urbain –parc, tour pigeonier, étangs artificiels, théâtres construits par des architectes de renom, volière, etc. Services annoncés et publicité avaient comme charge accessoire d'écarter les moins fortunés, par les prix indiqués. C'est ainsi que les promoteurs parvinrent à assurer le tri urbain qu'ils recherchaient, que les qualités intrinsèques du terrain, notamment son éloignement du centre, n'assuraient pas de manière automatique.

Ces processus d'urbanisation de quartiers destinés aux familles riches, et récemment formés, étant rigoureusement similaires aux processus ayant prévalu aux États-Unis (promoteurs-spéculateurs, recettes de lotissement, etc.) l'on ne s'étonnera guère de constater que les quartiers y connaissent des cycles de vie que l'on pourrait qualifier de typiques. La première étape, celle du début du cycle de vie du quartier, est marquée par l'installation dans des villas riches de familles aisées avec enfants. La seconde période voit une densification du quartier, avec apparitions d'immeubles logeant plusieurs familles, mais aussi, et notamment dans le cas de Mexico, avec un accroissement de la mixité d'usage et multiplication de commerces et de bureaux.

Bien entendu, ces quartiers attirent depuis leur création les affaires et ambassades; mais la pression s'accroît, les transformations s'accroissent et ils constituent désormais le principal marché de vente de mètre carré de bureau. Banques et compagnies d'assurance y deviennent de plus en plus nombreuses. C'est là le début de la "détérioration" du



Source: Collection privée.

quartier, du moins perçue comme telle par la population d'origine, qui "a vieilli sur place", a perdu de son homogénéité sociale initiale et qui change (*turnover*) de plus en plus rapidement. C'est ce qui a été le destin des premiers beaux quartiers construits à la fin du XIX^e siècle, et jusqu'à la Condesa. Ce cycle de dégradation, qui a commencé à toucher non seulement Polanco, vers 1985, soit au moment du grand tremblement de terre, mais aussi les Lomas, peu de temps après (ce dernier résiste cependant mieux, probablement du fait de son plus grand éloignement) provoque bien entendu de nombreuses réactions, luttes et appétits. C'est –à nouveau– un moment important de spéculation, de passe-droits et de dessous de table et..., fait plus récent, de défense du quartier par des associations, de type NIMBY. Les actions de ces associations sont d'autant plus efficaces qu'elles sont menées par des résidents ayant facilement accès aux dossiers, de par leurs connexions au gouvernement, mais aussi parce qu'elles sont épaulées, et encadrées, par des professionnels (avocats, architectes, banquiers –et leurs épouses...) et qu'elles n'hésitent pas à engager de grands frais pour freiner ladite "dégradation".

En-dehors du recours, parfois payant, à des professionnels, se constituent également des "associations civiles", dont le but est d'assurer une meilleure qualité des services municipaux pour entretenir le standing des quartiers (ainsi, par exemple, des "brigades de maintien" cofinancées par les associations –30%– et le département du District Fédéral –70%–, sont chargées de l'entretien, et de l'amélioration des espaces publics, voire même de la création de nouveaux parcs dans les Lomas). Sur le terrain, cela semble très clair: les réactions des résidents sont d'autant plus fortes que leur position est plus précaire, et leur fortune moins bien assurée –le déclassement du quartier signifierait pour elles une sérieuse perte des avantages attribués à la résidence en ces lieux, sans qu'elles aient la possibilité de s'établir à nouveau dans un nouveau beau quartier, même si la vente est encore capable d'un excellent rapport.

Pour conclure provisoirement, il convient de rappeler deux points, qui semblent singulièrement importants pour une compréhension de l'évolution



Source: Prospectus publicitaire d'un quartier exclusif.

de la ségrégation à Mexico: 1) La ségrégation territoriale à Mexico a une date de naissance relativement récente, puisqu'elle remonte à approximativement 150 ans. 2) Elle n'est pas allée de pair avec la séparation sociale des groupes, puisque la société coloniale était marquée par de très fortes divisions sociales et une organisation en castes, qui ne se reflétait pas dans l'occupation de l'espace dit urbain. Peut-être pourrait-on avancer que ces deux points ont partie liée: contrairement à ce qui a pu se passer en Europe, les villes coloniales se sont forcément construites d'emblée, certes sur des ruines, mais avec des groupes dominants "déjà en ville", alors que l'économie restait encore organisée par l'agriculture et que prédominait donc le capital terrien, dont la possession reste un signe fort jusqu'à l'heure actuelle. Ou encore, que la démocratisation sociale, c'est-à-dire le progrès de l'idée d'égalité des individus et groupes, qui est d'autant plus lente que la société est efficacement cloisonnée en castes, s'est accompagnée d'une territorialisation de la différence sociale, de l'exclusivité résidentielle recherchée par les groupes dominants, au fur et à mesure que la reconnaissance d'une inéluctable proximité sociale s'imposait.

L'altérité absolue du groupe n'étant plus, la mise en jeu du capital territorial deviendrait un moyen

de pallier le trépas du capital "naturel", celui de la naissance supérieure. Mais ce ne sont là qu'hypothèses. *

Bibliographie

- Bataillon C., et H. Rivière d'Arc 1979 - *La Ciudad de México*. Sep-Diana, Mexico.
- Ben Amor L. et D. Mathieu 1991 - Trayectorias sociales y acceso a la vivienda en Chalco, *Revista Mexicana de Sociología*: 225-257, mars.
- Dirat A. 1995 - Une cartographie de la diversité socio-économique de la métropole de Mexico, *L'ordinaire Latino Américain* 156, mars-avril.
- Durkheim, E. 1930 - *De la division du travail social*. Presses Universitaires de France, Paris.
- González Angulo Jorge 1978 - Los gremios de artesanos y la estructura urbana. En Alejandra Moreno Toscano (coord.). *Ciudad de México. Ensayo de construcción de una historia*. Sep, INAH, Mexico.
- Jiménez Muñoz H.J. 1993 - *La traza del poder*, Codex.
- Lira Andrés 1983 - *Comunidades indígenas frente a la Ciudad de México, Tenochtitlan y Tlatelolco, sus pueblos y barrios, 1812-1919*. El Colegio de México, Mexico.
- Lombardo Sonia 1987 - *La Ciudad de México entre 1570 y 1692. Atlas de la Ciudad de México*. DDF, El Colegio de México, Mexico.
- Mathieu D. 1995 - De la cogestion de la marginalité au sondage en passant par la propriété. *Les Annales de la Recherche Urbaine* 66: 22-32, mars.

